

Entreprises d'Outre-mer : inquiétude sur les risques de suppression d'aides

LINFO.RE – créé le 17.09.2015 à 11h31 – mis à jour le 17.09.2015 à 12h09



Hier après-midi, le président de la République François Hollande a reçu à l'Élysée la Fédération des entreprises d'Outre-mer. L'objectif de cette rencontre était de faire le point sur les aides d'États aux entreprises d'Outre-mer qui sont menacées par Bruxelles.

Inquiétude des entreprises d'Outre-mer

Le président de la République **François Hollande** à l'écoute des entreprises d'**Outre-mer**. Ces dernières sont très inquiètes depuis de longs mois. En effet, elles craignent de voir supprimer par **Bruxelles** des aides très précieuses en ces temps de crise.

"Il y a urgence parce que nous vivons dans une incertitude. Ce que nous souhaitons par-dessus tout outre-mer, c'est la pérennité des dispositifs", insiste Jean-Pierre Philibert, président de de la Fédération d'entreprise d'Outre-mer (Fedom).

Objectif : la sécurisation de 2 milliards d'euros d'aides

Ce qu'ont pu entendre les socioprofessionnels à l'**Élysée** : c'est la sécurisation des aides à hauteur de plus de 2 milliards d'euros. En attendant de changer ce fameux régime, mais c'est à Bruxelles que cela se passera.

"Nous sommes bien d'accord pour dire que si nous voulons aboutir à Bruxelles d'une manière satisfaisante, il faut qu'on y aille main dans la main", met en avant George Pau-Langevin, ministre des Outre-Mer.

Pour l'instant la méfiance n'est plus d'actualité puisque le **gouvernement** a repris tous les points énoncés par les socioprofessionnels sur le sujet.

Tous unis pour convaincre Bruxelles

"Nous avons un président de la République qui est déterminé, nous avons également des élus qui vont être en ligne, tout comme les élus européens. Nous avons beaucoup de raisons de penser qu'un dossier comme celui-là ne peut sortir des négociations sans succès", explique Gérard Bally, président d'Eurodom (entreprise de communication institutionnelle).

À partir de maintenant, c'est donc Bruxelles qu'il va falloir convaincre. Les représentants des **entreprises** d'Outre-mer sont au moins assurés de pouvoir compter sur l'État français.